

# Le secteur communautaire manifeste son insatisfaction

**le Droit**

L'annonce de Philippe Couillard n'a pas satisfait les représentants des organismes communautaires de l'Outaouais.

Le groupe Logemen'Occupe, l'Association pour la défense des droits sociaux et la Table ronde des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais ont tous dénoncé le manque de financement des organismes communautaires qui s'occupent de la prévention de la maladie.

Ainsi, le manque de logements sociaux appauvrit bien des gens qui doivent consacrer entre 70 % et 90 % de leurs revenus pour se loger, soutient le groupe Logemen'Occupe

Son coordonnateur, François Roy, a rencontré brièvement le ministre Couillard hier matin. Son groupe a organisé une petite manifestation à la porte de l'hôpital et le ministre a accepté de les rencontrer.

Mais M. Roy est sorti déçu de sa rencontre. «Je n'ai pas senti qu'il prêtait une oreille attentive à nos revendications. Il était sur la défensive, il prenait un ton moralisateur et il blâmait sans cesse les actions du gouvernement précédant», a déclaré M. Roy.

La représentante de l'Association pour la défense des droits sociaux, Joanne Desjardins, était déçue de la réponse du ministre Couillard à propos de l'indexation des prestations d'aide sociale. Les prestations des personnes jugées inaptes au travail ont été indexées au coût de la vie mais celles des autres ne l'ont été que partiellement.

«J'ai été choquée de l'entendre nous parler de cela comme si le gouvernement faisait un cadeau aux personnes qui reçoivent de l'aide sociale. Son gouvernement a rétabli la gratuité des médicaments mais ce n'était pas un cadeau», a-t-elle commenté.

## COURTE VUE

Le président de la Table de concertation des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais, Richard Sévigny, considère que les mesures annoncées par le ministre Couillard sont des «solutions à courte vue qui sont mal ciblées». M. Sévigny, déplore l'absence d'argent supplémentaire pour les organismes communautaires qui œuvrent à la prévention. Le ministre a privilégié l'aspect curatif au détriment des actions de nature préventive, croit M. Sévigny. La table de concertation regroupe 130 organismes communautaires de la région.